

# Le dur labeur des « députés Darty », service après-vente du gouvernement

Rencontre avec des élus socialistes de retour dans leur circonscription

## Reportage

Côte-d'Or, Saône-et-Loire, Meurthe-et-Moselle  
Envoyée spéciale

Allez ! Thomas Thévenoud frappe dans ses mains, remonte le col de son manteau et rejoint sa voiture. Ce vendredi de fin novembre 2013, il est 21 heures quand le député socialiste quitte la salle communale de Matour, en Saône-et-Loire, après une énième réunion sur la réforme des rythmes scolaires. Partout en France, une bonne partie de ses collègues de l'Assemblée nationale font de même, déployés sur le territoire du jeudi au lundi, dans leur permanence, dans des écoles, chez des gens, à des réunions publiques... Autant d'occasions pour les élus de la majorité de justifier la politique gouvernementale et de recevoir les doléances de citoyens auxquelles ils ne peuvent souvent pas répondre.

Ce soir-là, à Matour, M. Thévenoud termine sa journée satisfait. Dans la voiture, le jeune député de 39 ans, mais déjà vieux loup en politique, débrieife la réunion avec sa collaboratrice ; il a l'impression d'avoir vaincu les dernières réticences des maires de petites communes sur la mise en place de la réforme des rythmes. « C'était bien, je suis supercontent, c'est bon, on les a ! », s'enthousiasme-t-il.

Assurer le service après-vente des réformes votées, expliquer, accompagner, déminer est l'une des premières missions de ces « députés Darty » comme le dit lui-même M. Thévenoud, proche du ministre du redressement productif et ancien patron de Saône-et-Loire, Arnaud Montebourg. Au volant de leur voiture d'entrée de gamme, les « députés Darty » sillonnent les routes de leur circonscription, se perdent souvent, arrivent en retard, toujours, se jurent de penser à acheter un GPS...

Et « c'est du sept jours sur sept », sourit Laurent Grandguillaume en débarquant en gare de Dijon un jeudi après-midi. « Les gens veulent des réponses rapidement, et cela s'est renforcé avec Internet qui donne le sentiment que l'on peut répondre à tout, tout de suite. Tout s'est complexifié », assure l'élu de 35 ans. Comme ses collègues, il essaie de nager aussi vite que le courant, de répondre à toutes les invitations, aux centaines de cour-



Dominique Potier (PS) en campagne à Neuves-Maisons (Meurthe-et-Moselle), le 15 juin 2012. J.-C. VERHAEGEN/AFP

riers qu'il reçoit quotidiennement. Où qu'ils aillent, tous constatent l'immense besoin des gens d'« être écoutés et que l'on reconnaisse leur existence dans la société », raconte M. Thévenoud. « Nous mettons du liant, nous rassemblons autour de la table des gens qui ne se parlent plus. Cela permet de désamorcer et d'éviter des situations de blocage qui peuvent dégénérer en crise », témoignait le matin même sa collaboratrice pendant que le député terminait un rendez-vous avec des professeurs de musique.

« Ce pays pourrait être réanimé si on savait raconter une histoire et emmener les gens avec nous »

Dominique Potier  
député de Meurthe-et-Moselle

A eux comme aux autres – un couple de commerçants victimes du réaménagement de leur quartier, une association sportive en manque de subvention, un jeune homme en recherche d'emploi... –, les élus n'ont jamais de solution miracle à offrir. Ils donnent des conseils, prennent des CV sans rien promettre, communiquent le numéro de telle agence, s'engagent à passer un coup de fil pour comprendre le problème. C'est, assu-

rent-ils, la partie la plus gratifiante de leur métier. Pour appuyer ses propos, M. Thévenoud sort d'une pile une demi-feuille A4 ; une lettre de remerciements écrite d'une main tremblante par une dame qui a pu enfin recevoir sa retraite grâce à l'intervention de « M. le député ».

Clientélisme ? Les intéressés s'en défendent, assurent traiter les dossiers comme ils arrivent et, surtout, ne pouvoir faire autrement. A l'heure où les administrations et services publics sont réduits à des boîtes vocales ou à des portails Internet, ils restent l'un des derniers remparts physiques de la République, entre l'assistant social, le médiateur et le « coach », comme l'explique Mathieu Hanotin, dont la permanence à Saint-Denis voit défiler « vingt à trente » personnes par jour. Le plus souvent pour des questions de logement, de papiers ou d'emploi.

« La moitié du travail s'apparente à du conseil, à vérifier que les gens ont bien rempli le bon document. J'aide les gens à faire respecter leur droit. Si je ne le fais pas, personne ne le fait », assure le primo-député de 35 ans, aspirant à la mairie de Saint-Denis. Autant de rencontres qui servent de thermomètre aux élus et les aident à mieux comprendre la sociologie locale.

Ce vendredi de décembre, Dominique Potier, député socialiste de Meurthe-et-Moselle, quitte la petite commune de Vézelize. Il vient de

signer le 100<sup>e</sup> projet « Leader », un programme de subvention européenne qu'il a lancé dans le département en 2008. Au volant de sa voiture, l'agriculteur et maire d'un petit village, ex-militant du Mouvement rural de jeunesse chrétienne, s'agace et s'émeut en évoquant « tous ces héros locaux, ces porteurs d'espoirs qu'[il] voit tous les jours », pas assez promus selon lui.

Après avoir battu Nadine Morano (UMP) à 55,5 % des voix dans une circonscription où François Hollande avait fait 47 %, il regrette aujourd'hui la faillite, qu'il juge collective, d'un « grand récit de la République ». « J'aurais rêvé que Jean-Marc Ayrault nous dise : "Je ne vais pas y arriver seul, j'ai besoin de vous." Ce pays pourrait être réanimé, si on savait raconter une histoire et emmener les gens avec nous... », soupire-t-il.

De son côté, M. Thévenoud se remémore avec nostalgie comment M. Montebourg avait su « raconter » l'augmentation de 15 % des impôts en 2010, quand il était président du conseil général, en créant un jury de citoyens tirés au sort et censés veiller au grain. « Au quotidien on me dit : "On sait que ce n'est pas facile, mais accrochez-vous !" », renchérit M. Grandguillaume. S'ils ne savent pas toujours à quoi, s'accrocher reste encore ce que les députés peuvent faire de mieux. ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN

# Trois personnes tuées à l'arme blanche lors de la nuit de la Saint-Sylvestre

1 067 véhicules ont été incendiés au Nouvel An 2014, contre 1 193 en 2013, en recul de 10,6 %

Chaque nuit de la Saint-Sylvestre est l'occasion de déplorer la persistance d'une tradition bien française – les incendies de véhicules – et de recenser le nombre de victimes d'explosions de pétards. Si le bilan sécuritaire de la nuit du réveillon, présenté mercredi 1<sup>er</sup> janvier par le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, est globalement meilleur que l'an dernier, cette année est venu s'ajouter un nouveau décombre macabre : celui du nombre de morts par arme blanche.

Dans la nuit du 31 décembre 2013 au 1<sup>er</sup> janvier 2014, trois personnes ont été tuées et deux grièvement blessées dans des altercations et une tentative de vol à Paris, près de Grenoble, près de Mulhouse et dans le Val-de-Marne. Deux des auteurs ont été interpellés.

A Paris, c'est un jeune homme de 20 ans originaire de Massy, dans l'Essonne, qui a été tué après avoir tenté de défendre une amie victime d'un vol. Aux alentours de 3 heures du matin, un groupe de jeunes gens fête la nouvelle année dans une partie mal éclairée des jardins du Trocadéro. Un autre groupe s'approche et s'empare du sac d'une jeune fille. Ses amis tentent de le récupérer, des coups sont échangés. Un des agresseurs sort alors une lame et la plante dans le thorax d'Antoine qui s'écroule, mortellement touché.

L'enquête a été confiée à la brigade criminelle. Les enregistrements des caméras de vidéosurveillance du secteur sont en cours d'analyse. Ils permettront peut-être de relier ce meurtre à une autre agression, survenue quelques minutes plus tard non loin de là. Avenue Kléber, six inconnus ont tenté d'arracher le téléphone portable d'un passant, qui a été légèrement blessé à l'arme blanche en tentant de résister. Lors d'une conférence de presse, mercredi, Manuel Valls a cependant jugé qu'il était trop tôt pour lier ces deux affaires.

A Saint-Martin-d'Hères (Isère), dans la banlieue de Grenoble, c'est un homme de 31 ans qui, à la suite d'une rixe, a été sauvagement tué de plusieurs coups de couteau par un individu, quand quatre autres le maintenaient. Un homme, âgé de 45 ans, a aussi été mortellement poignardé à Dannemarie (Alsace), lors d'une altercation entre jeunes sur la voie publique. Son agresseur

préssumé, âgé de 21 ans, a été placé en garde à vue. Dans le Val-de-Marne, deux disputes ayant fini en bagarres ont fait deux blessés graves, là aussi à l'arme blanche. Un homme a été arrêté.

Malgré les campagnes de sensibilisation et les contrôles accrus des autorités, la tradition des jets de pétards et feux d'artifice a fait une nouvelle victime (contre deux l'an dernier) en Alsace, où un homme de 29 ans a été tué par l'explosion d'un mortier.

Pour la deuxième année consécutive, Manuel Valls a dévoilé le bilan chiffré des incendies de véhicules de la nuit de la Saint-Sylvestre, un comptage que Brice Hortefeux, alors ministre de l'intérieur, avait décidé de ne plus communiquer en 2010 « pour ne pas alimenter un championnat stupide ». Il en ressort que, si cette « tradition néfaste » perdure, un léger infléchissement a été observé cette année, confirmant la baisse générale constatée depuis sept ans.

Globalement, Manuel Valls s'est satisfait d'une « tendance favorable des indicateurs de violences urbaines »

1 067 véhicules ont été incendiés durant la nuit du réveillon, contre 1 193 l'an dernier, soit une baisse de 10,6 %. Comme l'an passé, la Seine-Saint-Denis est en tête avec 80 véhicules brûlés, devant le Nord (62), le Bas-Rhin (56), le Rhône (49) et le Val-d'Oise (43).

Ces chiffres viennent confirmer la régression générale du phénomène de l'incendie criminel de véhicules : le nombre de voitures brûlées entre 2007 et 2012 a ainsi diminué de 18,8 %, selon les chiffres du ministère de l'intérieur, et de 13,6 %, selon les sapeurs-pompiers (Le Monde du 31 décembre 2013). Et sur les onze premiers mois de 2013, la baisse est de 6,3 % par rapport à 2012, avec 2 300 faits de moins, soit le « plus bas niveau depuis six ans », a précisé M. Valls. Globalement, le ministre s'est satisfait d'une « tendance favorable des indicateurs de violences urbaines » cette année. ■

SOREN SEELOW

# Le CHU où est soigné M. Schumacher assailli par la presse

A Grenoble, supporters et badauds se mêlent aux nombreux journalistes autour de l'ex-pilote

## Reportage

Grenoble  
Envoyé spécial

Devant le ballet des journalistes autour du CHU de Grenoble, Monique Neyret, retraitée de 72 ans, laisse poindre son agacement : « On a l'impression que vous, les journalistes, vous attendez tous qu'il soit mort, et que votre but est d'être celui qui annoncera la nouvelle en premier. » Depuis son accident de ski, le 29 décembre 2013 à Méribel (Savoie), des médias du monde entier font le pied de grue face au bâtiment où Michael Schumacher, l'ancienne vedette des circuits de formule 1, qui aura 45 ans vendredi 3 janvier, se trouve entre la vie et la mort.

« Son état de santé est stable, mais toujours critique. » Il fallait voir la foire d'empoigne, parmi les quelque 70 journalistes présents pour recueillir ces mots prononcés par l'attachée de presse de l'Allemand, Sabine Kehm, le 1<sup>er</sup> janvier au matin. Placé dans un coma arti-

fiel, déjà opéré à deux reprises, le septuple champion du monde continue de séjourner dans le Trauma-Centre du principal établissement hospitalier de l'Isère, habitué à traiter les traumatismes liés aux sports d'hiver.

Défense de s'aventurer dans cette unité spéciale. Le week-end passé, des agents de sécurité ont stoppé l'incursion d'un mystérieux journaliste déguisé en prêtre. Déplorant que les journalistes « essaient de se déplacer dans l'hôpital, au-delà de la salle de presse », l'incontournable Sabine Kehm a rappelé aux médias combien il serait malvenu d'importuner la famille du pilote. « De toute façon, on filme toutes nos séquences en extérieur », explique un reporter de France Télévisions, assis au chaud dans le hall d'accueil.

Dehors, les chaînes de télévision, françaises et allemandes, mais aussi américaines, chinoises ou australiennes ne peuvent que ressasser en boucle les mêmes informations, dans l'attente de nouvelles plus fraîches. Malgré ces redi-

tes, un journaliste d'une chaîne française d'information en continu justifie son travail : « Le télé-spectateur qui regarde notre journal à 15 heures n'est pas le même que celui qui vient à 16 heures. »

« Michael est mon héros »

Bien que sur place, Alexandre Abderman pianote sur son portable pour suivre ces flashes d'actualité. Mercredi, les admirateurs comme lui se comptaient sur les doigts de la main. Ce maçon parisien de 25 ans a pris le volant pour passer le premier jour de 2014 au plus près de son idole. « Je préfère éviter de demander des renseignements aux journalistes, déjà que vous êtes tous en train de vous marcher dessus », constate celui qui n'a pas hésité à sacrifier son unique jour de congé pendant les périodes de fête.

Pour Roberto Fantini, plus long encore fut le périple. Agé de 31 ans, ce technicien spécialisé dans les alarmes électriques a osé l'aller-retour, dans la journée, entre la France et l'Italie. « Michael est dans mon cœur, c'est mon héros, je

tenais à être à ses côtés pendant ce moment difficile. » Le fidèle supporter vient de la région d'Emilie-Romagne. Près de Maranello, où siège la prestigieuse écurie Ferrari avec laquelle « Schumi » a récolté cinq de ses sept couronnes.

Tandis qu'un fan a déployé des étendards rouges aux couleurs de la Scuderia et qu'un propriétaire de garage grenoblois a même fait vrombir sa propre Ferrari en soutien, Roberto, lui, a remis un livret destiné au pilote. L'objet contient des textes qu'il a écrits, adolescent, ainsi que des autocollants du championnat (1991-2006 ; 2010-2012) dont il admire tant la « détermination ».

Aux abords du CHU, certains badauds n'ont pas la même dévotion. Ni les mêmes obligations de présence que les journalistes. « Je suis venu avec mon frère pour voir le déploiement des médias, comment fonctionne l'envers du décor », explique Nicolas D'Intorno, employé commercial de 29 ans. Au vu des paraboles des camions de télévision, il est plutôt servi. ■

ADRIEN PÉCOUT

## MUNICIPALES

# Nouvelle dissidence UMP dans le 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris

La candidate de l'UMP à la Mairie de Paris, Nathalie Kosciusko-Morizet, doit faire face à un nouvel affront de la part de son propre camp. Roxane Decorte, qui doit laisser sa place de deuxième de liste dans le 18<sup>e</sup> arrondissement à la suite d'un accord entre l'UMP et l'UDI, a immédiatement annoncé son intention de conduire une liste dissidente. « NKM m'a dit : "Ne t'inquiète pas, tu n'es pas candidate, je t'embaucherai au groupe et tu auras le même niveau de salaire." Mais moi, je ne suis pas une marchande de tapis. [Elle] me considère comme une femme de ménage », a déploré M<sup>me</sup> Decorte le 1<sup>er</sup> janvier sur le site Internet du JDD.

## Outre-mer La Réunion placée en alerte rouge à l'approche d'un cyclone

L'île de La Réunion a été placée en état d'alerte maximale, jeudi 2 janvier, à l'approche du cyclone Bejisa. Les transports sont suspendus et la population doit rester enfermée. Seuls les secours ont l'autorisation de sortir. Les météorologues prévoient des vents soufflants entre 120 et 150 km/heure, pouvant dépasser les 200 km/heure sur les reliefs exposés. – (AFP.)

## Affaire Dieudonné L'ancien ministre Pierre Joxe réservé sur les choix de Manuel Valls

Interrogé jeudi 2 janvier sur France Inter sur l'intention de Manuel Valls d'interdire les spectacles de Dieudonné, l'ancien ministre de l'intérieur Pierre Joxe a déclaré : « Peut-être que j'avais de meilleurs conseillers juridiques que lui... C'est très important d'avoir de très bons conseillers juridiques. » Aujourd'hui avocat, M. Joxe a par ailleurs estimé que « le droit français actuellement semble offrir toutes les garanties pour intervenir à l'égard de délits comme celui dont a été victime [le journaliste] Patrick Cohen ».